

Communiqué de presse

Vallourec // emplois L'heure est à la mobilisation des Haut- Pyrénéens !

Par Marie-Pierre Vieu
Députée européenne
Membre de la GUE/NGL

Suite à la table ronde réunie lundi 12 février à la préfecture des Hautes-Pyrénées concernant l'avenir du site de *Vallourec*, je voudrais dire ma colère tant il a été affiché de mépris à l'égard des salariés et des autorités et élus présents, de fin de non recevoir à l'ensemble des questions soulevées et de silences coupables du représentant de l'Etat !

Pourtant dans 15 jours c'est la vie de 53 personnes et de leurs familles qui peut basculer, dont certains ayant déjà fait par le passé les frais d'une restructuration. En est on arrivé à ce stade ultime où le paramètre humain devient un et caetera ?

Responsabilités, il y a.

Tout part le 10 décembre de la décision de *Vallourec* de vendre sa filiale *Drilling* (forage) au groupe américain *NOV*. Il s'agit d'une opération de 63 millions de dollars qui intègre des établissements en Amérique du Nord, au Moyen-Orient, aux Pays-Bas et en France à l'exception de deux sites, Cosne-sur-Loire et Tarbes, sous prétexte qu'ils ne seraient pas assez concurrentiels. Le parcours du combattant est engagé pour les salariés tarbais à qui la direction du groupe annonce unilatéralement sa décision de céder l'entreprise en même temps qu'elle impose un calendrier couperet.

La mobilisation se construit avec le soutien des collectivités locales et des parlementaires, le président Macron est saisi sur le sujet entre deux descentes de ski à la Mongie et il jure la main sur le cœur qu'il usera de tous ses pouvoirs pour sauver le site et trouver un repreneur avec un vrai projet industriel. Un premier tour

de table officieux a lieu à la préfecture avec les parlementaires et les représentants du personnel entre les deux réveillons : une lueur d'espoir est entrevue. Nous sommes encore en 2017...

Depuis, c'est le black out ! Ou plutôt le film d'un récit qui évolue vers le pire.

- On nous annonçait 43 repreneurs possibles. Aujourd'hui le voisin et prestataire *Nexter* décline l'offre, 6 groupes expriment un intérêt et seulement 3 ont visité l'usine tarbaise. Le champ des possibles s'est réduit. Aller à rebours de cette tendance appelle un volontarisme politique qui fait défaut.
- Le groupe *Vallourec* refuse de s'engager à prendre en charge la remise à niveau du site avant cession (problème de vibrations). Il annonce travailler un prévisionnel sur le sujet, mais celui-ci ne sera finalisé qu'en avril, c'est-à-dire après la cession du site. Qui peut croire qu'un repreneur sérieux s'engage à l'aveugle avec un tel timing?
- L'Etat refuse de jouer son rôle de donneur d'ordres préférant s'effacer devant les logiques financières à l'œuvre. Là encore, comment penser pouvoir relever le défi d'une double activité militaire et industrielle si la puissance publique n'en fait pas une priorité politique nationale ?

À l'arrivée, la séance de travail de ce lundi 12 février est un leurre.

Nous savons maintenant que si rien n'intervient rapidement, très rapidement, se dessine la perspective d'un nouveau plan social à Tarbes. Notre département n'en a que trop vécu : inquiétudes sur l'avenir d'*Alstom* et sur des usines comme *Imerys*, aux ruptures d'égalité que nous vivons quotidiennement avec les fermetures d'écoles rurales, la casse de l'hôpital public,

les fermetures de gares comme celles de bureaux de postes... tout cela nous condamne à moyen terme.

Confrontés à une démographie déclinante, à rebours de la quasi totalité des autres départements d'Occitanie, nous payons cher la note des politiques de casse de l'industrie et des services publics, de la mise en concurrence territoriale, le poids du choix de l'austérité.

Je me refuse à banaliser l'horizon d'une terre bigourdane et pyrénéenne vieillissante avec des îlots grandissant de précarité et de pauvreté. Il nous faut trouver les ressorts d'une mobilisation gagnante pour défense de Vallourec, la sauvegarde et le développement d'une industrie locale.

C'est pourquoi, je demande :

- **à Vallourec** d'engager l'investissement nécessaire pour assurer le fonctionnement du site de Tarbes et favoriser ainsi sa reprise sur un projet industriel pérenne. Le groupe, en douze ans, a empoché plus de 17 millions d'euros publics au titre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi : il est aujourd'hui de son devoir de pérenniser l'outil de travail pour le rendre viable ainsi que de pourvoir à l'emploi des 53 salariés.
- **à l'Etat, au président de la République et à son gouvernement** d'assumer les responsabilités qui sont les leurs. Tout d'abord, l'Etat doit imposer à Vallourec - dont il est actionnaire - de modifier son calendrier et tenir les obligations qui sont les siennes. Ensuite, il s'agit pour lui de mener son rôle de prestataire sur les commandes de défense. Enfin, il doit s'engager pour la relance et la diversification du site, par exemple, en liaison avec la transition écologique, en lien avec la région et le département. Je le vois au travers de mon mandat de députée européenne, certains pays de l'UE, dont l'Allemagne, usent d'un protectionnisme solidaire quant à leur industrie, savent y investir en terme de recherche et de développement. La France n'est pas un pays *start up* : préserver l'égalité territoriale

appelle un pilotage national de l'industrie, aider à de vraies coopérations françaises et européennes à rebours des politiques de *dumping* social.

- **aux acteurs du département, aux collectivités, aux pouvoirs publics, aux entreprises, aux chambres consulaires et aux syndicats**, de se resaisir : nous ne pouvons continuer à jouer les pleureuses à chaque plan social, subir les délocalisations d'entreprises, vivre les reflux de la métropolisation sans rien faire et surtout, sans prévenir. Il est temps d'engager publiquement le débat sur la ré industrialisation des Hautes-Pyrénées et de se donner les moyens collectivement de la gagner.

Pour y aider, la proposition a été avancée par les syndicats de constituer une structure départementale inédite, associant élus locaux, départementaux, régionaux, parlementaires, représentants de l'Etat, des entreprises, syndicats, citoyens, experts ou issus de mobilisations locales. J'y souscris. Elle pourrait permettre d'œuvrer collectivement à un diagnostic de la situation réelle de l'industrie dans le département, pouvoir agir en amont des plans de restructurations, élaborer des pistes d'alternatives viables.

Je m'engagerai et soutiendrai toutes les initiatives qui iront dans le sens de l'intérêt général

Contact presse
presse.mpvieu@gmail.com
0033 6 32 82 89 03